

[Text]

il reste qu'il me semble que dans la province de Québec, le taux de croissance soit en bas de 4 p. cent pour ces dépenses, alors qu'en Ontario qu'il était à 11 p. cent, l'an dernier, si ce n'est pas plus. Je me demande si ce n'est pas 14 p. cent.

M. Melchers: C'était 14 p. cent.

Le sénateur Bolduc: Le total des dépenses gouvernementales de l'Ontario était d'environ 9.5 ou 10 p. cent. Est-ce que j'ai bien compris tantôt, car j'ai de la misère à saisir comment il se peut qu'il y ait un écart entre 14 p. cent et 3 ou 4 p. cent, dans la province de Québec? Comment se fait-il qu'il y ait un si large écart dans la distribution? En principe le Québec est pas mal plus pauvre que l'Ontario. Si l'on regarde la péréquation, on se rend compte que le revenu moyen en Ontario est à 112 p. cent par rapport au Québec à 84 p. cent. C'est la péréquation qui amène le Québec à 91 p. cent alors que l'Ontario reste avec la même péréquation à 104 p. cent. Donc même après la péréquation il y a encore 12 p. cent de différence. C'est assez difficile à expliquer.

M. Melchers: Les chiffres, si vous les voulez, ont changé beaucoup. Je vous ai donné les chiffres pour 1988, 1989 et 1990. Le taux de croissance des dépenses réclamées pour l'assistance publique du Canada, pour le Québec était de 4,5 p. cent et pour l'Ontario à cette époque c'était 8 p. cent. Ce sont les réclamations prévues auprès de Santé et Bien-être Canada en vertu de la loi sur les régimes d'assistance publique du Canada. Donc c'était le double. C'est tout à fait normal.

Lorsqu'on regarde les taux selon les provinces, on constate que les provinces dont les économies sont les plus faibles, les taux d'accroissement sont aussi les plus faibles. Les provinces où les économies sont les plus fortes, les taux d'accroissement sont aussi plus forts. C'est parce qu'environ 85 p. cent des dépenses autorisées selon les régimes sont des dépenses pour l'aide sociale.

Alors l'aide sociale vise essentiellement cette partie de la population qui cherche du travail mais qui n'en trouve pas. Donc, pour chercher le travail, il faut quitter les provinces où les économies sont pauvres pour aller s'installer dans les provinces où les économies sont fortes. Donc ils gonflent les dépenses économies fortes au détriment . . .

Le sénateur Bolduc: Cela est contredit par le fait que le taux du chômage en Ontario est bien plus faible qu'au Québec. Il y a eu une secousse à un moment donné où je pense qu'il était à 3 p. cent alors qu'au Québec il était à 8, 9 ou 10 p. cent.

M. Melchers: On ne le contredit pas du tout. Lorsque tu es pauvre et que tu cherches de l'emploi, où dois-tu aller? Vas-tu aller en Gaspésie ou aller au Toronto métropolitain?

Le sénateur Bolduc: Si vous dites que vous allez aller à Toronto, il veut dire que le taux de chômage monterait à Toronto, vous ne vous trouvez pas d'emploi, comprenez-vous?

M. Melchers: Généralement les économies fortes sont capables d'absorber cette immigration de main d'oeuvre cherchant de l'emploi.

Le sénateur Bolduc: Donc ces gens sortent de l'assistance sociale, alors pourquoi est-ce que s'est si élevé?

[Traduction]

that the rate of growth of these expenditures is less than 4 per cent in Quebec, while in Ontario last year, it was 11 per cent, or maybe more—perhaps even 14 per cent.

Mr. Melchers: It was 14 per cent.

Senator Bolduc: And the total Ontario Government expenditure increased by something like 9.5 per cent or 10 per cent. Did I understand correctly earlier, because I have trouble seeing why there is such a big difference between Ontario, at 14 per cent, and Quebec with 3 per cent or 4 per cent. How can there be such different rates of increase, particularly since Quebec is poorer than Ontario, considerably poorer as shown in the transfer payments. The average income in Ontario is 112 per cent compared to an 84 per cent figure in Quebec. As a result of transfer payments, Quebec's average income is 91 per cent while Ontario remains at 104 per cent. Thus, even after transfer payments, there is still a 12 per cent difference between the two provinces. I find this quite difficult to understand.

Mr. Melchers: The figures have changed a great deal. Those were the figures for 1988, 1989 and 1990, and the rate of increase in expenditures under the Canada Assistance Plan was 4.5 per cent for Quebec and 8 per cent for Ontario. These are the claims to Health and Welfare Canada, under the Canada Assistance Plan Act. So the increase was twice as high. That is to be expected.

Rates of increase in CAP payments are the lowest in provinces with the weakest economies. Provinces with the strongest economies also have the highest rates of increase. The explanation is that approximately 85 per cent of the expenditures authorized under the plan are for welfare.

Welfare payments go chiefly to those people who are looking for a job but do not find one. In order to look for work, people have to leave provinces with weak economies and move to provinces with strong economies. They therefore increase the expenditures of provinces with strong economies . . .

Senator Bolduc: Yes, but that is contradicted by the fact that the unemployment rate in Ontario is much lower than in Quebec. I think at one point the rate was 3 per cent in Ontario, while in Quebec it was 8 per cent, 9 per cent or 10 per cent.

Mr. Melchers: There is no contradiction there. If people are poor and looking for a job, are they more likely to go to the Gaspé or to Toronto?

Senator Bolduc: If you say they go to Toronto, that means the unemployment rate would increase in Toronto if they do not find jobs. Is that not right?

Mr. Melchers: Generally provinces with strong economies can absorb this population that moves to look for work.

Senator Bolduc: These people therefore come off welfare, so why are the figures so high?